

Dialogue interburundais : pourquoi les positions restent irréconciliables

RFI, 05-12-2017 Un quatrième round du dialogue interburundais a officiellement débuté lundi dernier à Arusha, sous la conduite du facilitateur, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa (photo), alors que ce processus est en panne depuis le départ. Mais contrairement aux autres fois, l'objectif de la médiation régionale est d'arriver à un accord vendredi, à l'issue de ces deux semaines de négociations

Le gouvernement burundais et ses alliés politiques et de la société civile d'un côté, et l'opposition intérieure, en l'absence de l'opposition en exil qui n'a pas été invitée, planchent sur une feuille de route constituée de huit points qui vont de la fin des violences jusqu'à la mise en place en d'un gouvernement d'union nationale, en passant par la problématique de la révision de la Constitution, issue de l'accord de paix d'Arusha. Mais jusqu'ici, les blocages persistent. Du côté du gouvernement et de ses alliés, pas question de négocier quoi que ce soit, surtout pas le projet de révision de la Constitution en cours au Burundi et qui est présentée comme d'une grande nécessité aujourd'hui. On ne discute pas également des problèmes liés à la Commission électorale ou aux questions de défense et de sécurité, qui relèvent selon eux de la souveraineté du pays. La mouvance présidentielle rejette également toute idée d'un gouvernement d'union nationale censé mettre en application le futur accord. Une proposition des pays de la région qui parrainent ce dialogue. A la place, Bujumbura exige « une feuille de route pour les élections de 2020 », qui doit être un texte non contraignant, et que surtout ce round de discussions soit le dernier organisé à l'étranger. L'accord d'Arusha et la Constitution comme ligne rouge Dans l'autre camp, les partis et acteurs politiques, un terme qui désigne officiellement des leaders politiques éjectés de la tête de leurs partis, souvent avec la complicité du pouvoir. Ce groupe d'opposants intérieurs a des positions radicalement différentes. Ils prônent des négociations qui doivent aboutir à une véritable transition politique avant des élections conduites par les Nations unies, sous la supervision de missions d'observation militaires et policières de l'ONU, de l'Union africaine et de la région. Enfin, ils ont tracé une ligne rouge : l'accord de paix d'Arusha et la Constitution qui en est issue. Pas question d'y toucher, assurent-ils. A quatre jours de la date prévue par la médiation pour la signature d'un accord devant les chefs d'Etat de la région, chaque camp est toujours retranché sur sa position de départ.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});